

## AKTUELL

## RÉGULARISATIONS

# On peut toujours rêver

Luc Caregari

**Bonne nouvelle pour ce début d'année : le ministre de l'immigration s'apprête à régulariser des ressortissants d'Etats tiers. Pourtant, ce geste se fait dans un cadre très restreint et non sans cadeaux au patronat.**

Et oui, il y a des « harmonisations » européennes qui ne sont pas accompagnées d'un nivellement vers le bas. Comme celle qui oblige le Luxembourg, dans le cadre d'une directive, de sanctionner plus lourdement les « patrons voyoux » qui emploient, ou plutôt, exploitent des sans-papiers. Dans le cadre de la transposition de cette directive européenne, qui prévoit des sanctions administratives et pénales alourdies pour ces patrons et aussi une multiplication des contrôles, Nicolas Schmit a su jouer sur les deux ministères qu'il chapeaute : celui du travail et celui de l'immigration.

Car le nouveau dispositif légal est accompagné d'une mesure d'exception : pendant deux mois, du 2 janvier au 28 février, les patrons qui emploient des sans-papiers, tout comme les employés sans-papiers eux-mêmes, peuvent se déclarer à la direction de l'immigration, avenue Monterey, ou déposer une demande de régularisation par voie postale. Nicolas Schmit espère ainsi « donner une chance aux patrons de se régulariser, sans devoir craindre de poursuites administratives, voire pénales ». Pourtant, ce merveilleux dispositif présente quelques hics majeurs, qui risquent fortement de plomber son bilan - que le ministre a par ailleurs promis de rendre public, une fois le délai écoulé. Ainsi, le sans-papier doit avoir travaillé au moins pendant neuf mois au grand-duc. S'il n'est pas obligé d'avoir accompli ce travail chez un seul patron, il doit néanmoins pouvoir présenter un contrat en CDI de quarante heures au salaire social minimum chez un nouveau patron - ce que regrette entre autres l'Asti.

Et voilà le hic principal : dans les secteurs visés par ces mesures - même si Schmit n'a pas voulu les « stigmatiser » - comme le bâtiment et la restauration, les contrats en CDI restent une denrée rare. Qui plus

PHOTO : WOXX



Nicolas Schmit gardera les yeux bien fermés pendant deux mois...

est, et comme le ministre a dû l'admettre lui-même, elles passent à côté de l'intérim qui reste un des gros employeurs de sans-papiers. Certes, Nicolas Schmit a fait une belle déclaration contre les CDD et l'intérim, mais cela, ses collègues français le font aussi depuis qu'ils sont au pouvoir, sans jamais aller au-delà de l'effet d'annonce.

Mais restons du côté positif des choses. Pour la première fois, des gens sans existence réelle dans ce pays, soumis au bon vouloir d'un patron qui peut les exploiter à son gré et vivant dans la peur continue d'une visite prochaine de l'Inspection du travail et des mines (ITM), peuvent espérer voir leur situation être régularisée. L'intéressant est que la mesure s'applique aussi aux déboutés d'asile qui n'ont pas pu être expulsés du territoire. Après avoir tout fait pour les renvoyer par la grande porte, l'Etat en rouvre une toute petite qui - pour certains d'entre eux - pourrait être la dernière étape vers une vie en paix et en sécurité.

Les autres grands gagnants de l'affaire seront bien sûr les « patrons voyoux » qui, en régularisant des personnes qu'ils ont laissées travailler pour eux souvent pendant des années sans couverture maladie ou sociale, pourront échapper à des poursuites pénales bien plus graves. Mais, comme Schmit l'a annoncé, « Nous fermerons les deux yeux pendant deux mois, mais après ce délai, il n'y aura plus aucune clémence ». Et avec le renforcement de l'ITM, qui disposera de cinq inspecteurs de plus, les contrôles seront renforcés « Et cela impliquera aussi plus d'expulsions ». Nous voilà rassurés : Nicolas Schmit n'est pas devenu un père Noël, mais juste un brin plus pragmatique.

## SHORT NEWS

## Under pressure

L'appareil d'Etat serait-il en train de sonner l'alarme ? La commission parlementaire chargée d'enquêter sur les activités du Srel vient tout juste de se réunir pour la seconde fois ce jeudi qu'un de ses membres lance un pavé dans la mare : il s'agit du député Serge Urbany (déi Lénk) qui accuse aussi bien le premier ministre Jean-Claude Juncker, que le procureur d'Etat général Robert Biever de vouloir mettre les membres de la commission sous pression. Il invoque pour cela un courrier émanant du chef du gouvernement qui « rappelle » aux députés en question le caractère confidentiel des informations dont ils seraient amenés à avoir connaissance, ainsi que les peines qui s'appliqueraient à eux en cas de divulgation. Parallèlement, Robert Biever les informe de la tenue d'instructions judiciaires à l'encontre d'individus non cités pour des infractions portant sur la protection de la vie privée, notamment dans le secteur des communications électroniques ainsi que sur la loi relative au Srel. Ceci devrait en tout état de cause concerner les journalistes qui ont divulgué l'entretien entre l'ancien directeur des services secrets Marco Mille et Juncker. Pour sa part, Urbany considère que les peines ne s'appliquent pas aux députés membres de la commission et annonce qu'il mènera à bout la mission qui lui a été confiée par le parlement.

## « Aquasud » en eaux troubles

Alors que les relations entre le Schwammclub Differdange (SCD) et la mairie ne sont plus vraiment au beau fixe depuis que « Vert Marine », le futur exploitant privé du projet « Aquasud » veut leur rendre la survie impossible, les patrons du groupe se retrouvent au centre d'un scandale judiciaire. Comme le viennent de le découvrir Déi Lénk à Differdange, Thierry Chaix et Jean-Pascal Gleizes, les fondateurs du groupe, ont été mis en examen par un juge rouennais pour « recel et favoritisme » et pour avoir faussé la concurrence avec l'aide d'une autre firme, Amex-Aemco, dont le patron se retrouve également sur le banc des accusés. Cette boîte conseille des infrastructures publiques qui envisagent des PPP, tout comme la ville de Differdange, et aurait pistonné « Vert Marine » pour présenter les meilleurs dossiers en vue d'emporter des marchés juteux. Si les accusations de la justice française n'ont a priori rien à voir avec le PPP « Aquasud » de Differdange, d'autres indicateurs existent qui ne laissent rien présager de bon sur la culture d'entreprise de « Vert Marine ». Ainsi, l'année dernière, l'entreprise a été paralysée par une grève générale à cause des conditions de travail méprisables. De plus, le syndicat CGT l'accuse de ne plus avoir publié ses bilans comptables depuis 2007, pour ne pas avoir à partager les bénéfices, ce qui est illégal.

## Précarité des contrats précaires

Tout avait commencé par une levée de boucliers historique. En 2006, François Biltgen (CSV), alors ministre du travail, avait déposé le projet de loi surnommé « 5611 », en référence à son numéro parlementaire. Ce texte, qui prévoyait l'introduction de nouvelles mesures pour l'emploi des « jeunes » avait réussi à coaliser un grand nombre d'organisations de jeunesse et abouti à la première grève de lycéens à caractère « social ». Après quelques aménagements, le texte fut adopté. Trois ans plus tard, ce fut le successeur de Biltgen, Nicolas Schmit (LSAP), qui porta de nouvelles touches au texte. Les modifications furent à nouveau critiquées, mais il n'y eut pas de mobilisation comparable. Les détracteurs de ces mesures leur reprochaient notamment de fournir aux entreprises une main d'oeuvre bon marché. L'argument avancé par Schmit était alors l'urgence de la crise et la nécessité de combattre le chômage des jeunes par ces mesures provisoires qui devaient venir à échéance le 31 décembre 2011. Elles furent ensuite reconduites pour une année supplémentaire. Les experts du ministère croyaient alors pouvoir affirmer qu'entre-temps, la crise allait s'apaiser. Problème : la crise est toujours là, le chômage des jeunes encore plus, mais le ministère a oublié de reconduire la loi, ce qui renvoie à la législation encore moins favorable de 2006.